

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE  
GRAND-SAULT

ARRÊTÉ D-1

UN ARRÊTÉ MUNICIPAL VISANT À  
APPROUVER LE BUDGET  
D'OPÉRATION DE LA SOCIÉTÉ DE  
DÉVELOPPEMENT DU CENTRE DES  
AFFAIRES DE GRAND-SAULT INC.  
POUR L'ANNÉE 2026

Ledit budget ayant été dûment approuvé par la majorité du bureau d'administration de la société conformément à la *Loi sur les zones d'amélioration des affaires* et de la *Loi sur l'impôt foncier* et visant par conséquent l'imposition d'une taxe pour l'amélioration sur les propriétés non résidentielles situées à l'intérieur de la zone d'amélioration des affaires et la remise du montant procuré par ladite taxe au bureau d'administration de la société afin que ces derniers puissent l'utiliser pour réaliser les projets pour lesquels cette taxe fut imposée.

Attendu que, la *Loi sur les zones d'amélioration des affaires* qui fut proclamée et entra en vigueur le 9 février 2015, permet aux municipalités d'imposer une taxe en vertu d'une loi municipale; et

Attendu que, le conseil de Grand-Sault est d'avis que l'imposition d'une telle loi est dans l'intérêt de la population; et

Attendu que, tous les prérequis exigés pour l'adoption d'un arrêté municipal ont été suivis:

Par conséquent, qu'il soit résolu par le conseil municipal de Grand-Sault tel que suit:

1. Que le budget d'opération de la Société de développement du centre des affaires de Grand-Sault Inc. soit approuvé.
2. Qu'une taxe d'amélioration sur toute propriété non-résidentielle située dans la zone d'amélioration des affaires soit imposée tel que défini dans la *Loi sur les zones d'amélioration des affaires*.
3. Que le montant procuré par la taxe soit remis au bureau d'administration de la société afin que ces derniers puissent l'utiliser pour réaliser les projets pour lesquels cette taxe fut imposée.
4. Que ladite taxe soit en sus du taux de taxation régulier de la municipalité sur les propriétés non-résidentielles situées

GRAND FALLS REGIONAL  
MUNICIPALITY

BY-LAW D-1

A MUNICIPAL BY-LAW TO APPROVE  
THE OPERATING BUDGET OF THE  
GRAND FALLS CENTRAL BUSINESS  
DEVELOPMENT CORP. INC  
FOR THE YEAR 2026

The said budget, having been duly approved by the majority of the society's administration office in accordance with the *Business Improvement Areas Act* and the *Real Property Tax Act* and consequently aiming to impose a levy for business improvement on non-residential properties located within the business improvement area, and the remittance of the amount obtained by the levy to the society's administration office so that the latter can use it to realize the projects for which this levy was imposed.

Whereas the *Business Improvement Areas Act*, which was proclaimed and came into force on February 9<sup>th</sup>, 2015, allows municipalities to impose a levy by virtue of a municipal by-law; and

Whereas the Grand Falls council is of the opinion that the imposition of such law is in the best interest of the population; and

Whereas all the prerequisites required for the adoption of a municipal by-law have been followed:

Therefore, be it enacted by the Grand Falls municipal council as follows:


1. That the operating budget of the Grand Falls Central Business Development Corp. Inc. be approved.
2. That a business improvement levy on all non-residential properties located within the business improvement area be imposed as defined in the *Business Improvement Areas Act*.
3. That the amount obtained by the levy be remitted to the society's administration office so that they can use it to realize the projects for which the levy was imposed.
4. That said levy shall be in addition to the regular tax rate of the municipality on non-residential properties located within


dans la zone d'amélioration des affaires et qu'elle soit fixée par le conseil municipal à un taux n'excédant pas .20 cents pour chaque cent dollar de valeur d'évaluation.	the business improvement area and shall be set by the municipal council at a rate not exceeding .20 cents for each one hundred dollars of assessment value.
5. <u>Genre et nombre</u>  Les règles qui suivent s'appliquent à l'ensemble des arrêtés :  a) La forme masculine utilisée dans le présent arrêté désigne aussi bien les femmes, les hommes et les personnes non-binaires. Le genre masculin est utilisé sans aucune discrimination dans le but d'alléger le texte.  b) Le pluriel ou le singulier s'appliquent également à l'unité ou à la pluralité.	5. <u>Inspections and Enforcement</u>  The following rules apply to all by-laws:  (a) The masculine form is used in this by-law to designate women, men, and non-binary people. The masculine gender is used without any discrimination to lighten the text.  (b) The plural or singular also applies to unity or plurality.
6. <u>Abrogation</u>  L'arrêter D-1 « Arrêté municipal visant à approuver le budget d'opération de la Société de Centre des Affaires de Grand-Sault Inc. » pour l'année 2025 est abrogé.	6. <u>Repeal</u>  By-law D-1 "Municipal by-law to approve the operating budget of the Grand Falls Central Business Development Corp. Inc" for the year 2025 is hereby repealed.
7. <u>Date d'entrée en vigueur</u>  Le présent arrêté entre en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2026.	7. <u>Effective Date</u>  This municipal by-law comes into effect on January 1 <sup>st</sup> , 2026.

Première lecture (par titre): First reading (par tirtre):	Le 19 novembre 2025 / November 19, 2025
Deuxième lecture (par titre): Second reading (by title):	Le 19 novembre 2025 / November 19, 2025

Lecture intégrale / Sommaire : Conformément à l'alinéa 15(3) de la *Loi sur la gouvernance locale*.  
Reading in full / summary: In accordance with paragraph 15(3) of the *Local Governance Act*.

Troisième lecture (par titre) et adoption:  
Third reading (by title) and enactment:

  
Bertrand Beaulieu  
Maire / Mayor

Le 17 décembre 2025 / December 17, 2025  
  
Eric Gagnon  
Greffier / Clerk  
